

Zeitschrift: Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse

Herausgeber: Verband Schweizerischer Privatschulen

Band: 15 (1942-1943)

Heft: 7

Rubrik: Schweizerische Hilfsgesellschaft für Geistesschwache

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

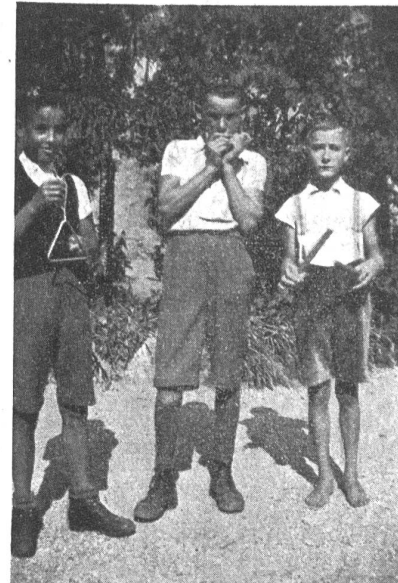
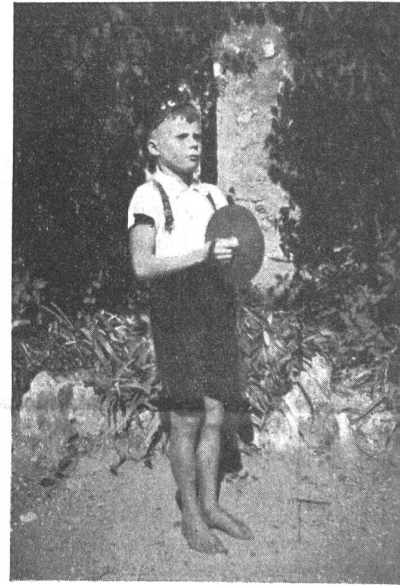
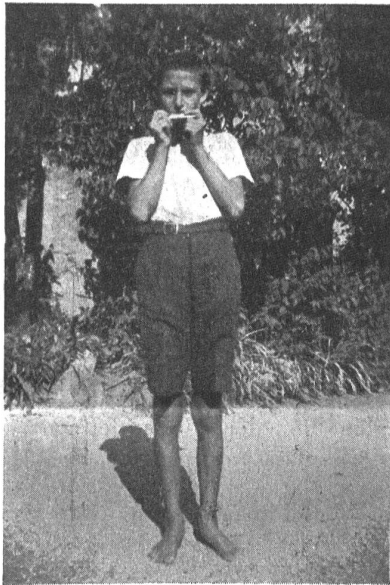
Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Die Mundharmonika in der Schule für Schwachbegabte

Die Mundharmonika ist ein Musikinstrument, das durch die einfache Spieltechnik auch von unsern schwachbegabten Schülern leicht eingelernt werden kann. Kurze Anleitung des Lehrers — und schon beginnen die musikalischeren Schüler der Klasse in nimmermüdem Ueben dem Instrument die ersten Lieder zu entlocken. Musikalisch begabte Kinder werden rasch selbständig; andere lehnen sich in

der Spielkunst mehr an die tüchtigern an und freuen sich sehr, allerwenigstens nachspielen zu können. Ich habe mich immer wieder verwundert mit welcher großer Ausdauer die Schüler sich die Kunst des Spielens angeeignet. In Pausen, auf Kommissionsgängen, in jeder freien Zeit traf ich sie immer wieder mit der Harmonika am Munde in unermüdlichem Tönesuchen. Nach einigen Wochen in-



tensiven Uebens hört man bereits die ersten Lieder, dann folgen aber auch schon die ersten Anfänge bekannter Märsche.

Nun kommt die Musik in der Schule erst so recht zu ihrer Geltung. Nachdem die Kunst des



Spielens nun so weit ausgebaut ist, daß jetzt Lieder und Märsche in ordentlicher Fertigkeit gespielt werden können, wird die Musik auch in den Gesangsunterricht miteinbezogen. Die Gesangsstunde wird dadurch abwechslungsreicher, interessanter, anregender, gewinnt lebendigere Gestaltung.

Diese Schulmusik erhält nun aber einen weitem Ausbau. Damit auch die schwächsten Schüler in ihr zur Mitwirkung gelangen, werden leichtere Schlaginstrumente zugezogen: Triangel, Schlaghölzer, Castagnette, Zimbel etc. Ein tüchtiger Bub schlägt die Trommel. Damit ist ein fertiges Schulorchester auch in der Schule für Geistesschwache erstanden.

Die Kunst des Spielens soll jetzt aber ausgewertet werden zu unserer eigenen und anderer Freude. Auf der 10-tägigen Schulwanderung hilft uns die Musik über manche müde Wanderstunde hinweg und schafft in der Jugendherberge viele heitere Abende innigen Gemeinschaftslebens. An regnerischen Sonntagen besuchen wir Spitäler und Altersheime und freuen uns, Armen oder Kranken mit unserm Mundharmonikaspiel einige fröhliche Augenblicke verschaffen zu können.

Austretende Schüler, die sich in der Schule die Kunst des Spielens aneigneten, erhalten meist eine Mundharmonika mit an ihr Arbeitsplätzchen. Sie hilft dem jungen Knechtlein oder Handlanger seine Feierabendstunden sinnvoll zu verbringen. Des Sonntags, bei jeweiligem Besuche der Ehemaligen auf Regensberg, helfen diese ausgetretenen Zöglinge dann mit, das Schulorchester für diesen Tag um ein wesentliches zu verstärken und damit auch die innere Verbindung zwischen Schule und Ehemaligen wirkungsvoll zu vertiefen. H. Baer

Quelques aspects de la protection de l'enfance et quelques articles de loi

(D'après un travail présenté à l'assemblée annuelle de la Société Suisse en faveur des arriérés, le 28 juin 1942, à Bienne.)

Le comité de la société précitée a bien voulu m'inviter à traiter sommairement la question du placement des enfants moralement abandonnés ou en danger de l'être, et ceux dont l'éducation est particulièrement difficile. Le sujet fait depuis si longtemps l'objet d'études et de discussions, il a suscité tant d'intérêt parmi les éducateurs et les organisations de bienfaisance, il est si vaste qu'il m'est, impossible de le traiter complètement et d'exposer des choses nouvelles. Ce modeste exposé sera un simple commentaire de quelques articles de loi, principalement du code civil.

Déclaration des droits de l'enfant

Il n'est pas possible d'aborder le sujet proposé sans dire quelques mots de l'éducation en général et sans évoquer le rôle des parents ainsi que celui de l'école. Qu'il me soit permis de rappeler tout d'abord les 5 points de la Déclaration des droits de l'enfant, dite Déclaration de Genève, établie en Congrès international:

I

L'enfant doit être en mesure de se développer d'une manière normale, matériellement et spirituellement.

II

L'enfant qui a faim doit être nourri; l'enfant malade doit être soigné; l'enfant arriéré doit être encouragé; l'enfant dévoyé doit être ramené; l'or-

phelin et l'abandonné doivent être recueillis et secourus.

III

L'enfant doit être le premier à recevoir des secours en temps de détresse.

IV

L'enfant doit être en mesure de gagner sa vie et doit être protégé contre toute exploitation.

V

L'enfant doit être élevé dans le sentiment que ses meilleurs qualités devront être élevés au service de ses frères.

Ces préceptes contiennent en résumé les lignes directrices de l'éducation et dérivent de l'esprit pestalozzi le plus pur. Notre pays s'honore de les mettre en pratique depuis de nombreuses années et nous les retrouvons comme un fil conducteur tout au long de notre législation fédérale et, avec des méthodes et des moyens divers, dans celles de nos cantons.

Le devoir de la tâche des parents

Les parents ont le devoir d'élever convenablement leurs enfants. Tant qu'ils remplissent ce devoir, personne n'a le droit de s'ingérer dans la vie de famille et de donner des directions quant à la manière de traiter, de diriger et d'éduquer les garçons et les filles. L'art. 273 du Code civil soumet l'enfant, pendant sa minorité, à la puissance pa-

ternelle. Celle-ci qui est exercée en commun par les père et mère (art. 274), leur permet de choisir, dans les limites de ses forces, de ses aptitudes et de ses vœux, la profession de leur descendant (art. 276), de disposer jusqu'à l'âge de 16 ans de son éducation religieuse (art. 277) et d'exercer, naturellement dans des limites normales, le pouvoir de correction (art. 278).

Au vu des droits et privilèges naturels qui viennent d'être mentionnés et que le législateur n'a pas imposés, mais uniquement codifiés, la tâche et la responsabilité des parents est grande et, jusqu'à un certain point, redoutable, plus grande et plus redoutable qu'autrefois alors que l'on vivait d'une manière simple, familière et naturelle. Aujourd'hui tout est plus compliqué, plus difficile. Les nécessités de la vie actuelle, les exigences du marché du travail, le besoin de la détente, du délassément, de la tranquillité, du plaisir aussi, après une journée ou une semaine de dur labeur, en fabrique sous le regard des chefs qui ont pour mission de tirer des subordonnés le maximum de rendement, ont eu des répercussions fâcheuses jusque dans un grand nombre de familles. La vraie vie de famille, celle qu'ont connue nos aïeux, où l'on travaillait ensemble soit aux champs, soit à l'atelier artisanal, ou l'on passait les soirées au milieu des siens, a la tendance de se transformer toujours davantage. La famille devient une sorte de communauté d'intérêts, dans laquelle chacun tient à obtenir et à garder sa liberté de mouvement. Si dans l'agriculture on conserve encore les vieilles traditions, l'évolution est d'autant plus marquée dans les centres industriels où d'innombrables sociétés, clubs, comités sollicitent les collaborations, où les distractions s'offrent nombreuses.

Jusqu'à la fin de la scolarité, pour un peu que les parents aient le sentiment de l'ordre, de la discipline et de la responsabilité, il est relativement aisé, malgré les changements survenus dans la vie sociale, de maintenir une vie de famille plus ou moins normale. Que doit-on entendre par une vie de famille normale? Il ne suffit pas de donner à l'enfant des soins entendus, de le nourrir convenablement, de le vêtir, de l'envoyer à l'école, il faut avoir sur lui une influence éducative, il faut former son caractère et développer en lui les sentiments altruistes qui devraient être les signes de la civilisation. Ici, comme partout, l'exemple est la meilleure des leçons. Quand, dès son jeune âge, l'enfant aura été élevé dans une atmosphère de piété, de respect et d'amour du prochain, il y a de grandes chances pour qu'il s'en souvienne quand il volera de ses propres ailes. La simple prière dite à table ou celle que la mère fait répéter le soir en le mettant au lit fait une impression inconsciente, mais durable. S'il n'entend de ses père et mère qu'un langage correct, il ressentira un petit choc désagréable toutes les fois que des mots grossiers seront prononcés devant lui par des camarades ou par d'autres personnes. Si à la maison, il n'entend pas de mal du prochain, s'il voit que ses parents sont charitables dans leurs actes et dans leurs paroles, il s'efforcera de faire de même. S'il constate enfin que son père et sa mère ont des principes, une ligne de conduite dont ils ne dérogent pas, il affermira son caractère en tâchant de leur ressembler.

L'art. 275 du c. c. dit que l'enfant doit à ses

père et mère obéissance et respect. En principe cette obéissance et ce respect vont jusqu'à la majorité, soit jusqu'à l'âge de 20 ans révolus. Nous avons dit que jusqu'à la fin de la scolarité, la discipline familiale était relativement facile à maintenir. Après la fin de ses classes, l'adolescent a une tendance naturelle à s'émanciper, à faire valoir sa personnalité. La tâche des parents devient plus délicate. Il faut un mélange de compréhension, de fermeté, de persuasion qui inspire confiance et qui donne au jeune homme ou à la jeune fille une certaine liberté de mouvement dans un cadre approprié. Nous insistons une fois de plus sur la valeur de l'exemple. Qui veut éduquer et exercer une influence durable et profonde doit s'éduquer lui-même et travailler sans relâche à son propre perfectionnement. Avoir un ménage ordonné, une vie de famille régulière où règnent l'entente et la paix, est une des conditions essentielles de l'éducation des enfants. Les parents doivent ne pas oublier qu'il existe parmi la jeunesse d'aujourd'hui un courant qui l'entraîne vers une liberté d'allures que l'on ignorait autrefois et dont il faut tenir compte. Les sports, les moyens de communication faciles, la bicyclette, la cigarette, le cinéma, la mode, le travail commun à l'atelier sont autant de facteurs générateurs de ce courant. Les forts et ceux qui ont le privilège d'avoir des parents compréhensifs de la situation ne risquent pas grand chose, mais les faibles, les abandonnés à eux-mêmes, ceux qui trouvent des camarades à la morale douteuse, sont exposés à tous les dangers. Dans son ensemble, la jeune génération n'est ni meilleure, ni pire que celle d'hier. Elle a ses élans généreux, ses enthousiasmes, son idéal aussi, mais il faut cultiver en elle ces sentiments élevés. Il faut lui donner un but qui la sorte du matérialisme, de l'égoïsme, de la soif de la jouissance qui a fait tant de mal à l'époque actuelle et qui est cause de tant de maux dont souffre notre pauvre humanité. Il faut fortifier en elle le sentiment du devoir, le sens de l'honnêteté et de la justice, la volonté de lutter contre les désirs exagérés. La tâche est grande et ardue, car le désarroi dans les esprits est là avec ses découragements, ses doutes et ses relâchements. Combien sont-ils ceux qui ont soif de certitude, qui, à côté d'une foi plus ou moins traditionnelle, plus ou moins émoussée, rêvent vaguement d'un avenir plus heureux et d'une humanité meilleure sans avoir nettement conscience que le commencement de tout est la perfection de l'individu, la domination en soi des ambitions démesurées, la lutte en soi contre les instincts bas et vils, l'affirmation des principes chrétiens.

Mais de la grande masse des parents, on ne demande pas de se perdre dans la philosophie, de jongler avec de grands principes. Ils doivent se contenter de faire, comme M. Jourdain, de la prose sans le savoir. L'essentiel pour eux est qu'à l'ambition de préparer leurs enfants au rude combat de la vie par une formation professionnelle proportionnée aux capacités, aux possibilités et aux goûts de chacun, ils joignent celle d'obtenir qu'ils deviennent surtout et avant tout de braves gens.

Revenons maintenant à la deuxième partie du code civil, au chapitre de la puissance paternelle. Nous en avons déjà cité des dispositions importantes. Nous aimerons nous arrêter encore pendant quelques instants aux art. 275 et 276.

L'obéissance et le respect que doit l'enfant à ses père et mère dépasse le cadre de la simple soumission. Il s'agit en réalité du fondement même de la famille et de la société. Si l'obéissance qui à partir de l'adolescence, ne saurait plus être dans tous les cas aussi absolue que pendant l'enfance proprement dite, le respect se continuera durant la vie entière, émanation de l'amour filial et du devoir envers ses parents. C'est le lien qui unit les générations, c'est une des constituantes de l'amour de la patrie, la terre des aïeux. Dans certains pays, au Japon par exemple, ce sentiment oblige l'enfant à assurer la vieillesse de ses procréateurs et est poussé jusqu'au sublime puisqu'il a donné naissance au culte des ancêtres.

L'obéissance entière de l'enfant pendant sa minorité n'est licite que si elle est morale et si elle ne lèse pas ses intérêts primordiaux. Nous avons eu à nous occuper, dans notre carrière, de plusieurs cas d'obéissance immorale et de désobéissance légitime. L'enfant, pour défendre ses droits ou son sens de la vérité et de la justice, peut s'adresser à l'autorité tutélaire, aux organes de la protection de l'enfance, aux conducteurs spirituels, aux éducateurs. C'est le devoir de toutes ces instances d'intervenir énergiquement dès qu'elles ont

connaissance d'un abus. Combien d'enfants n'ont-ils pas dû aider leurs parents à marauder dans des jardins, à commettre des délits forestiers, à les accompagner dans des expéditions douteuses, triste école du vol et des consciences élastiques? Quelques-uns sont inconscients, d'autres souffrent, mais n'osent pas regimber. Nous avons trouvé aussi des parents qui font semblant de ne pas connaître les larcins de leurs enfants et qui en tirent profit, quitte à se désolidariser dès que la police et la justice s'en mêlent. Voici deux exemples: Dernièrement une mère mangeait les truites que pêchait irrégulièrement à la main son garçon dans un ruisseau privé, cherchant à se persuader qu'elles avaient été prises à la ligne dans la rivière, en vertu d'un permis. Ou bien l'on feint de croire dans une famille que les bicyclettes que ramène le petit de 12 ans lui ont été données par une âme charitable, ainsi que les autres objets de valeur dérobés dans des magasins. Une fois le pot aux roses découvert, on s'indigne, on maudit l'enfant et on refuse brutalement de le recevoir de nouveau sous le toit paternel. Le petit fait des crises nerveuses et il faut l'hospitaliser dans une maison de santé.

(A suivre)

Nach 20 Jahren im Dienste der Caritas

Vortrag von Dr. med. Fr. Spieler, Solothurn

Unter diesem Titel orientiert der Verfasser der 24-seitigen Schrift über die Entstehung des Vereins „Seraphisches Liebeswerk Solothurn“, seine Grundsätze und seine vielseitige bisherige Tätigkeit. Caritas ist: „die in übernatürlichen Beweggründen wurzelnde freiwillige Liebesgesinnung und Liebestätigkeit gegenüber dem notleidenden Nächsten. Uebernatürlich ist folgerichtig auch das letzte Ziel: dem leidenden Mitbruder die zeitlichen und ewigen Güter des Gottesreiches zu vermitteln, ihm die Hilfe der christlichen Liebesgemeinschaft angedeihen zu lassen. Uebernatürlich ist dann auch die höchste Kraft, mit der die Caritas schaffen soll: die göttliche Gnade, die mit der menschlichen Herzengüte sich vermählt und ihr höhere Wirksamkeit verleiht ... Alles muß ins Reich der Liebe gehören, nach den Worten des Apostels Paulus: „Nun aber bleiben Glaube, Hoffnung, Liebe, diese drei; aber die größere davon ist die Liebe.“

Die Arbeit der Caritas ist eine allumfassende: Jung und Alt, Stellensuchende und Auswanderer, Anormale und Gefangene, Gefallene und Alkoholiker, Verwahrloste und Verwaiste, materiell, ethisch und religiös Arme finden ihr Interesse. Der Vortragende beschränkt sich aber in seinen Ausführungen auf die Caritasarbeit am Kind und der Familie. Er konstatiert, daß auch die nicht kirchlich organisierte Wohlfahrtspflege in der Schweiz im Wesentlichen von den gleichen Grundsätzen ausgeht. „Die eigentliche Grundlage und der entscheidende Antrieb der Kinder- und Jugendfürsorge liegt im sozial-ethischen Anspruch des Kindes auf Erziehung und Fürsorge“.

Schon bei der Uebernahme eines Kindes stellt sich der Fürsorge die erste wichtige Frage: Heim

oder Familie? Vorzüge und Nachteile beider werden eingehend abgewogen. Die Statistik zeigt, daß im S.L.W. Solothurn im Jahr 1940 in ständiger Obhut 918 Kinder und Jugendliche waren. Davon waren 175 körperlich oder geistig Behinderte, die wegen ihres Leidens größtenteils in Anstalten gehalten werden mußten. Von den Verbleibenden 743 waren 174 in Heimen untergebracht, alle andern in Pflegefamilien.

Die erste grundlegende Aufgabe der Fürsorge ist die Erfassung des Schützlings, welche seine richtige Platzierung erlaubt, seine laufende Kontrolle ermöglicht, sowie auch die später einsetzende nachgehende Fürsorge erfolgreich zu gestalten vermag. Der Verfasser gibt über diese Erfassung, die Beobachtungen, die psychiatrischen Untersuchungen, die Beseitigung von Hemmungen u.s.w. eingehende und wertvolle Winke, auf die hier leider wegen Raummangel nicht näher einzutreten möglich ist. Es sei noch besonders hervorgehoben, was Dr. Spieler über die Familienhilfe sagt, die sich in materielle, soziale und geistigreligiöse gliedert, ferner über die Fürsorgerinnen, jene Dienerinnen der barmherzigen Liebe, die als Laien sich um Gotteslohn ganz in den Dienst der Jugendrettung stellen. Der Ausbildung derselben dient das sozialpädagogische Fürsorgerinnen-Seminar, das bestrebt ist, die Arbeit nicht nur in die Breite, sondern auch in die Tiefe zu führen, dem Motto folgend: „Wir wollen der Jugend demütig dienen, wir wollen sie frohmütig lieben!“ H. Graf

Aus der Lesebuchkommission

Die in der letzten Nummer der SER enthaltene Besprechung des 6. Lesebuches „Arbeit und Ge-

meinschaft" ist vom Rezensenten mit P.G. unterzeichnet worden. Dadurch scheint da und dort die Meinung aufgekommen zu sein, sie sei vom Unterzeichneten verfaßt worden. Ich sehe mich deshalb zu der Erklärung veranlaßt, daß ich als Präsident der L.B.K. nicht zugleich Berichterstatter sein kann, benütze aber gerne die Gelegenheit, die günstige und wohlwollende Beurteilung durch den mir nicht bekannten Rezensenten zu verdanken. Der erschienene Bericht bedarf noch einer Richtigstellung, weil mit dem 6. Lesebuch die Arbeit der L.B.K. noch nicht abgeschlossen ist, wie darin gesagt wird, sondern die Bücher 3 und 4 für die Mittelstufe erst noch geschaffen werden müssen. Die Reihenfolge in der Herausgabe wurde durch die noch vorhandenen Lagerbestände der Lesebücher alter Auflage bestimmt. P. Guler

Verein St. Galler Werkstätten für Mindererwerbsfähige

13. Jahresbericht pro 1941

Die Betriebskommission dieses wohltätigen Vereines teilt mit, daß an der Lehnstraße 39 in Bruggen-St. Gallen in den Werkstätten für Teilerwerbsfähige in einem eigenen Gebäude eine Holzbearbeitungs-Abteilung, eine Webstube und ein Internat mit großem Garten unterhalten werden. Dasselbst waren Ende Dezember 1941 total 45 männliche Teilerwerbsfähige im Alter zwischen 16 und 51 Jahren, 4 Hilfskräfte und 3 leitende Personen beschäftigt. Das Internat war mit 12 Zöglingen das ganze Jahr voll besetzt. An Gebrechen waren vertreten: Schwachsinn leichteren und schwereren Grades, Lähmungen, Taubstummheit, Schwerhörigkeit und Sehschwäche, Nervenkrankheit und Verwahrlosung. Drei Zöglinge konnten ins normale Erwerbsleben eingereiht werden. Ein fleißiger Arbeiter in der Malabteilung starb nach jahrelanger Tätigkeit an allgemeiner Körperschwäche.

Man könnte vermuten, daß eine Hauptsorge der Werkstättenleiter darin bestände, ob sich auch immer genügend Käufer für die von den geistig und körperlich Gebrechlichen hergestellten Waren finden werden. Doch fehlte es nie an Aufträgen. Allein andere Sorgen drücken heute den Betriebsleiter: Wie lange wird uns das Rohmaterial ausreichen? Werden wir für das fehlende auch genügend Ersatz aufreiben? Haben wir auch genügend Betriebskapital, um das einzukaufen, was erhältlich ist? Doch dankbar anerkennt die Leitung, daß sie ihre Leute das ganze Jahr beschäftigen konnte und daß sie alle Ursache hat, mit dem Resultate der Jahresarbeit zufrieden zu sein.

In der Holzbearbeitungs-Abteilung wurden wieder neue Spielwarenartikel geschaffen, und die in den Handel gebrachten Gegenstände halten jeden Vergleich mit der Konkurrenz aus. Die Werkstätten erhalten im Laufe des Jahres oft Besuche von Schulen, Fürsorgern, Armenpflegern, Vormündern, Berufsberatern u.s.w. Nur wer die Werkstätten in vollem Betriebe gesehen, erhält einen Begriff von der Notwendigkeit der zu erfüllenden Aufgabe. Ueberall gibt es zu helfen, zu beraten, zuzureden und zu verbessern. Aber gerade dieses Helfen ist ja ein wesentlicher Teil der sozialen Aufgabe der ganzen Institution, und es ist erfreulich, daß die Arbeit nicht in erster Linie nach den Gesetzen von Rendite und Geschäftsgewinn geschehen muß.

Die in den Werkstatträumen untergebrachte Filiale der Basler Webstube mit 14 Handwebstühlen war das ganze Jahr in Betrieb und voll beschäftigt, trotzdem man auch hier den Mangel an Rohstoffen zu spüren hatte.

Der lesenswerte Bericht schließt mit einem warmen Dank an alle Gönner der Werkstätten, an die Leitung und das Hilfspersonal.

Die Betriebsrechnung zeigt bei einem Total der Ausgaben von Fr. 79 634.— und einer Einnahmensumme von Fr. 80 211.—, worunter Fr. 55 620.— aus dem Warenverkauf und Fr. 14 012.— Subventionen, Geschenke, Mitgliederbeiträge, mit einem kleinen Ueberschuß von Fr. 577.—. H. Graf

Schweizerischer Verband für Taubstummhilfe

Bericht und Rechnung für das Jahr 1941

Ein sehr lesenswertes und interessantes Schriftchen von 30 Seiten, herausgegeben von der Geschäftsstelle des Verbandes, alt Schulinspektor A. Scherrer, Trogen, orientiert darüber, was in unserem Lande für die Taubstumm- und Schwerhörigen getan wird. Auf einer Tabelle erfahren wir die Namen der Anstalten mit der Zahl ihrer Insaßen, mit ihren verschiedenartigen Gebrechen (z. B. Hörstummheit, Sprachgebrechen, mangelhafte Begabung etc. Wir vernehmen ferner das Wichtigste aus den Anstaltsberichten, aus der Tätigkeit der Fürsorgevereine und Heime in den verschiedenen Kantonen der deutschen Schweiz.

Als Postulate für die nähere Zukunft, die der Verband zu erdauern und womöglich zu lösen hat, seien genannt: Die Abgrenzung der Tätigkeit an den schwachbegabten Schwerhörigen unter den Anstalten für Schwerhörige und für Geistesschwache; die Verlängerung der Bildungszeit und damit der Ausbau des Bildungsprogramms in den Taubstumm-Anstalten; es sollte wohl eine bestimmte Anstalt die Aufgabe einer Aufnahme-, Beobachtungs- und ersten Bildungsstätte übernehmen. Handelt es sich um Fälle von schwächerer Begabung bei leichter Schwerhörigkeit, so wäre eine Versetzung in eine Anstalt für Geistesschwache gegeben. Eine weitere Aufgabe ist die Betreuung der erwachsenen Taubstumm-; nur das kann als wirklicher Dienst an ihnen gewertet werden, was aus tieferem Verständnis für die ganze Verfassung und Lage der Gehörlosen geschieht, was diese selber zur richtigen und vernünftigen Erfassung ihrer Innen- und Außenwelt führt. Endlich wäre die Erstellung von Höranlagen in den Anstalten ins Auge zu fassen.

Das Institut S. Eugenio in Locarno beging im verflorenen Jahre die Feier seines 50jährigen, das Heim für weibliche Taubstumm- im Wylergut-Bern das Jubiläum seines 25jährigen Bestehens. Anlaß zum Dank boten Subventionen des Bundes, an den Verband von Fr. 3360.—, an die Taubstumm-Anstalten Fr. 17 809.— und aus der Kartenspende der Pro Infirmis Fr. 8038.—.

Die Jahresrechnung pro 1941 erzeugt folgendes Bild: a) Verband: Einnahmen Fr. 8074; Ausgaben Fr. 7794; Vermögen Fr. 63 306. b) Fürsorge: Einnahmen Fr. 15 493; Ausgaben Fr. 11 005, Vermögen Fr. 140 409. Postcheckkonto der Schweiz. Gehörlosen-Zeitung: III/5764.

Derzeitiger Präsident des Zentralvorstandes ist Pfarrer Dr. Knittel, Fluntern-Zürich. H. Graf

Gebrechlichenheim Kronbühl bei St. Gallen

Jahresbericht 1941

Kaum ruft irgend ein anderer Jahresbericht mehr als der vorliegende im Rezensenten den Wunsch wach, eine poetische Ader zu besitzen, um statt trockenen Referierens, der Tätigkeit und der Hingabe der Leiterinnen in edlerer Form und in wärmeren Tönen Ausdruck verleihen zu können. Es sei mir gestattet, das Gedicht von Joh. Siebel am Kopf des Kommissionsberichtes auch meinen Zeilen voranzustellen:

„Ein Feuer brennt, das alle wärmt. Laßt uns
die Fackeln finden
Um an der Menschenliebe Glut sie
strahlend zu entzünden!
Und mit den Fackeln laßt uns dann in alle
Dunkelheiten
Der Armut und der Lebensnot ein
Hoffnungsleuchten breiten!
Nur Menschlichkeit baut einen Damm
dem düstern Wogenpralle:
Laßt Brüder uns und Schwestern sein,
und Fackelträger alle!“

Dem Heim, worin sich etwa vierzig „Stiefkinder des Erdenglückes“ zusammengefunden, war nach der Schilderung der Kommission wieder ein Jahr gesegneter Arbeit und ruhiger Entwicklung beschieden. Sie gibt Kenntnis vom Beitritt zur neugegründeten Zentralstelle für Wohlfahrtsunternehmungen (ZEWÖ). Die Aufsichtsbehörde befaßte sich mit folgenden Angelegenheiten: Prüfung der Frage, wie das Anstaltspersonal in seinem außerordentlich schweren und aufreibenden Dienste entlastet werden könnte; sie bewilligte einerseits eine Vermehrung des Bestandes, erklärte die Ferien der Zöglinge für fünf Wochen (zu Lasten der Versorger) obligatorisch, und verband anderseits mit den Weihnachtsgaben angemessene Teuerungszulagen. Ferner wurde ein geräumiger, gutgelegener Gartenschopf erstellt; auch erhielt der kalte Speisesaal einen Ofen und Vorfenster.

Es sind nun seit der Eröffnung dieser Erziehungsanstalt für Mehrfachgebrechliche elf Jahre verflossen. Kronbühl bedeutete gegenüber allen Spezialanstalten (für Blinde, Taubstumme, Geistesschwache, Epileptische usw.) eine hochwichtige Erweiterung des erzieherischen Bewußtseins unserer Zeit, eine ganz neuartige Beanspruchung des erzieherischen Könnens und Willens. Dies darf in aller Bescheidenheit einmal recht deutlich festgestellt werden.

Die Kommission löste die Frage der Beschaffung der Mittel für den Betrieb der Anstalt durch das System der „Ortsvertretungen“, das sich trefflich bewährt hat. Auch durch große philanthropische Institutionen wird die Anstalt gelegentlich oder regelmäßig unterstützt, so durch die Schweiz. Gemeinnützige Gesellschaft, die Gemeinnützige Gesellschaft des Kantons St. Gallen, des Schweiz. Zentralvereins für das Blindenwesen und den Ostschweizerischen Blindenfürsorgeverein. Die Bestrebungen der Anstalt finden auch verständnisvolle Förderung durch die Behörden von Bund, Kantonen und Gemeinden.

Sehr günstig hat sich auch die Stabilität im Personalbestand der Anstalt ausgewirkt; es wird diesem im Berichte für sein treues Ausharren Anerkennung und Dank gezollt. Der Raum gestattet uns

leider nicht, auf den besonders interessanten Bericht der Hausmutter, Fräulein Marie Howald, einzutreten. Möge sich mancher Leser, manche Leserin dieser Zeilen den Bericht aus Kronbühl selber kommen lassen und sich auch an den herzigen, oft ergreifenden Bildern zu interessieren.

Die Kostgelder decken nur 42% der Betriebsausgaben, die im Berichtsjahr Fr. 68 933.— betragen; an das Betriebsdefizit von Fr. 36 148.— wurden Fr. 35 474.— Gaben beigesteuert, so daß der Rückschlag sich auf nur Fr. 336.— belief. Auf der Besetzung lastet aber immer noch eine Schuld von Fr. 50 000.—. Wie froh wäre die Anstalt, wenn dann und wann ein Legat mit einer schönen runden Zahl ihre pekuniäre Lage entscheidend sichern würde! Das Postcheckkonto des Heims ist IX/984. Wir schließen mit dem Schlußvers des Berichtes:

„Statt mit den Großen und Feinen
Zu ringen nach glänzendem Los,
Hab' ich das Kleinste der Kleinen
am liebsten auf meinem Schoß“.

H. Graf.

Schweizerischer Verein für krüppelhafte Kinder und Anstalt Balgrist, Zürich

Bericht über das Jahr 1941

Jahresbericht und Rechnung, die 44 Seiten umfassen, sind so recht eine Illustration des alten Spruches: „Zürich, deine Wohltaten erhalten dich!“ Der Leser bekommt den Eindruck einer vielumfassenden wohltätigen Einrichtung, von der ein Fernstehender sich kaum eine richtige Vorstellung zu machen imstande sein möchte. Hier sollen nur wenige Einzelheiten erwähnt werden.

Es sind für das verflossene Jahr keine außergewöhnlichen Ereignisse zu verzeichnen; doch hat die fortdauernde militärische Mobilisation auch hier allerlei Ungemach und vermehrte Arbeit zur Folge gehabt. Der Bau eines Luftschuttkellers und die Korrektur der Heizanlage verursachten Kosten im Betrage von Fr. 10 000. Der vermehrte Anbau von Bodenprodukten brachte einen reichen Herbstsegen; er macht eine Vergrößerung der Kellerräume wünschbar. Die zunehmende Teuerung wird leider eine Erhöhung der Kostgeldtaxen nötig machen.

Aus dem hochinteressanten Bericht des Anstaltsdirektors, Herrn Prof. Dr. R. Scherb, verdient besondere Beachtung die Erwähnung der Tatsache, daß im Internat unter 788 Krankheitsfällen sich 198, also ein Viertel, Fälle von epidemischer Kinderlähmung befanden, etwa doppelt soviel wie im Durchschnitt der Jahre 1926—1935.

Die Berufsberatungs- und Fürsorgestelle der Anstalt befaßte sich mit 110 Fällen, in denen Lehrstellenvermittlung, Beschaffung von Heimarbeit, Berufsberatung, Kur- und Ferienaufenthalte und in einzelnen Fällen auch finanzielle Hilfeleistung verwirklicht werden konnten. Sehr interessant und instruktiv ist die Schilderung durch Wort und photographische Aufnahmen eines Einzelfalles, des gelähmten Korbflechters E. M.

Die Jahresrechnung 1941 weist bei 517 820 Fr. Betriebsausgaben und Jahresbeiträgen von Mitgliedern, sowie Schenkungen im Betrage von 118 506 Franken ein Betriebsdefizit von 112 523 Fr. auf. Der Jahresbeitrag beträgt für Einzelmitglieder Fr. 3.—, für Korporationen Fr. 20.— minimal. Der Postcheckkonto der Anstalt Balgrist ist VIII 2094.

H. Graf